

Les crédits

dire? Cela veut dire que, d'une main, on diminue de 800 millions le pouvoir d'achat des Canadiens, et de l'autre, on prévoit un milliard de dollars dans les infrastructures. Ce qui veut dire que l'on ne crée absolument rien. D'un côté, on diminue le pouvoir d'achat, et de l'autre, on distribue l'argent, et là on dit que les gens vont dépenser davantage puisque plus d'emplois seraient ainsi créés. Le ministre n'a rien compris à l'économie parce qu'il ne crée absolument rien. Ce sont des résultats presque nuls.

• (1345)

En plus, il dit qu'il va augmenter les emplois, tout en augmentant les impôts des particuliers de 1,7 milliard de dollars dans les trois prochaines années. Il va également augmenter de 1,8 milliard les impôts pour les petites et moyennes entreprises dans les trois prochaines années. S'il croit que c'est de cette façon qu'il va créer des emplois, il a complètement tort et il n'a absolument rien compris dans l'économie. S'il se crée des emplois au Canada, ce ne sera sûrement pas grâce au Parti libéral par cette supposée vision qu'il a du développement économique et de l'emploi. Je peux vous dire que s'il y a de la création d'emplois, ce sera grâce à l'initiative des individus, mais sûrement pas grâce à l'initiative du gouvernement actuel qui n'a aucune espèce de vision dans cette façon de faire les choses, c'est-à-dire en continuant à taxer davantage et à essayer par ce petit programme très minime de créer des emplois. Quand on dit qu'on va créer des emplois en investissant un milliard de dollars d'une main, tout en soustrayant 800 millions de l'autre main, quand on sait que le produit intérieur brut du Canada est d'environ 700 milliards de dollars, vous savez un milliard ça ne change pas grand-chose dans la création d'emplois.

Monsieur le Président, j'aimerais savoir également du ministre, qui est responsable de la formation de la main-d'oeuvre, quand il va répondre à la demande du Québec qui remonte à trois ou quatre ans au moins? Quand va-t-il donner la formation de la main-d'oeuvre au Québec, et ainsi épargner au moins de 300 à 400 millions dans l'immédiat, tout en rendant plus efficace la formation de la main-d'oeuvre au Québec. Et cela, c'est une demande, une volonté de tous les Québécois, qu'il s'agisse du milieu des affaires, des syndicats ou du gouvernement. Quand va-t-il agir dans ce sens?

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, d'abord je voudrais dire à l'honorable député que j'ai traité de ces questions directement, mais en même temps je suis surpris par les propositions contradictoires de l'honorable député. D'un côté, il dit qu'il faut une réduction des taxes et des taux; de l'autre, il dit de ne pas changer le système d'assurance-chômage. Mais on l'a fait. Nous avons réduit le taux de cotisation à l'assurance-chômage. Le résultat se traduira pas une augmentation de l'emploi et une création d'emplois pour la petite entreprise. Un autre résultat très important pour les travailleurs de ce groupe, il y aura augmentation de 70 à 80 \$ pour chaque travailleur pour acheter des produits et des services pour sa famille, ce qui sera également bon pour la petite entreprise. C'est pas mal.

Donc, plus d'argent dans les poches des travailleurs. Cette initiative sera un stimulant pour la petite entreprise, pour les employeurs.

[Traduction]

Ce que j'essaie de dire au député, c'est que son parti ne semble pas du tout savoir ce qu'il veut. Il dit d'une part: «Ne touchez pas à l'assurance-chômage», et d'autre part: «Réduisez les cotisations.» C'est ce que nous avons fait. Nous avons réduit les cotisations, afin de donner une nouvelle impulsion. Toutefois, pour pouvoir réduire les cotisations, il faut être en mesure de faire face au déficit du régime d'assurance-chômage qui atteint 6 milliards de dollars cette année. Nous nous devons de résorber le déficit de 6 milliards de dollars. Voilà pourquoi nous avons adopté une solution équilibrée nous permettant quand même de verser plus d'argent aux plus démunis. Pas moins, mais bien plus d'argent.

• (1350)

Malheureusement, dans leurs affirmations, les députés d'en face semblent oublier les faits, et c'est triste. Je regrette qu'ils aient une mémoire sélective. Cela les sert mal dans une situation comme celle-ci. Cela leur cause des ennuis.

Nous avons accru les prestations versées aux membres les plus pauvres de notre société. Nous avons établi un lien entre le travail et les prestations et réussi à inciter les entreprises privées à créer de nouveaux emplois. Il me semble que ce n'est pas si mal.

M. Ted White (North Vancouver): Monsieur le Président, la motion de l'opposition vise à déplorer l'absence de vision du gouvernement en ce qui a trait aux politiques de création d'emplois. Je crois que le ministre n'a pas bien saisi de quoi il s'agit ici.

Le programme de modernisation de l'infrastructure manque de vision parce qu'il représente moins de une demie de un p. 100 du produit intérieur brut. Ramené à l'échelle d'une famille de quatre personnes, cela équivaut à gagner en une année 200 \$ au loto 6/49.

Puis le ministre vient nous dire que tous les pays souffrent d'un chômage élevé. Ce n'est tout simplement pas vrai. Les endroits où les impôts sont très peu élevés, comme Hong Kong et les îles Cayman, affichent un taux d'emploi de plus de 97 p. 100. Il y a un lien direct entre les impôts et le chômage.

Les pays où les impôts sont élevés accusent un taux de chômage élevé. Le gouvernement manque terriblement de vision en ne reconnaissant pas que ce sont les impôts élevés qui sont la cause du chômage et qu'il peut résoudre le problème en réduisant les dépenses publiques.

Le ministre conviendra-t-il que des impôts élevés sont source de chômage?

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, le présent débat nous a appris une chose importante, à savoir quelle est la stratégie du Parti réformiste en matière d'emploi, stratégie dite des îles Cayman.